

**RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

AGEFICE

31/12/2024

..*.*.*

S O M M A I R E

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS

RAPPORT SPECIAL

**ASSOCIATION DE GESTION DU FINANCEMENT DE LA FORMATION DES CHEFS D'ENTREPRISE
« AGEFICE »**

ASSOCIATION LOI 1901

**Siège social : 16 AVENUE DE FRIEDLAND
75008 PARIS**

SIRET : 394 243 653 00026

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

Aux Administrateurs,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'AGEFICE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'AGEFICE à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

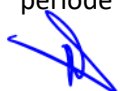
Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons vérifié le caractère approprié des règles et méthodes comptables et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels et les comptes adressés aux administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement associatif relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

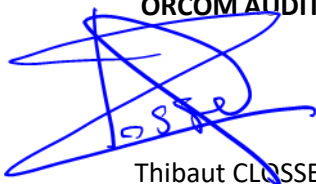
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ORLEANS, le 19 juin 2025

Le Commissaire aux comptes

ORCOM AUDIT,



Thibaut CLOSSET

Associé

BILAN GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2024

BILAN GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2024

ACTIF	2024			2023
	Brut	Amorts & dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	2 083 968	(1 291 726)	792 241	633 557
Immobilisations corporelles	247 292	(242 220)	5 071	16 606
Immobilisations en cours	127 776	-	127 776	31 938
Immobilisations financières	67 104	-	67 104	67 104
Total I	2 526 139	(1 533 947)	992 193	749 205
ACTIF CIRCULANT				
Adhérents & comptes rattachés	210 967	-	210 967	216 996
France Compétences	5 215 769		5 215 769	4 721 372
Créances sur subventions	-	-	-	-
Créances fiscales & sociales	29 583	-	29 583	24 700
Transferts & attributions		-	-	-
Autres créances	-	-	-	-
Valeurs mobilières de placement	10 816 556	-	10 816 556	10 391 964
Disponibilités	63 739 423	-	63 739 423	64 438 622
Charges constatées d'avance	159 761	-	159 761	54 799
Total II	80 172 060	-	80 172 060	79 848 454
TOTAL GENERAL (I+II)	82 698 199	(1 533 947)	81 164 252	80 597 659

BILAN GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2024

PASSIF	2024	2023
FONDS PROPRES		
Report à nouveau	41 219 616	13 210 671
Résultat de l'exercice	9 961 412	28 008 945
	-	-
Total I	51 181 028	41 219 616
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES		
Provision pour charges de formation	-	-
Provision sur fonds dédiés	-	-
Autres provisions pour risques & charges	-	-
Total II	-	-
DETTES		
Emprunts et dettes assimilées	-	679 711
France compétence	6 425 510	7 812 305
Charges à payer pour engagements de financement de formation	21 837 713	29 920 559
Dettes fournisseurs	1 180 423	682 721
Dettes fiscales & sociales	478 345	262 559
Transferts & excédents	-	-
Autres dettes	61 234	20 188
Subventions non encore utilisées	-	-
Produits constatés d'avance	-	-
Total III	29 983 224	39 378 043
TOTAL GENERAL (I+II+III)	81 164 252	80 597 659

**COMPTE DE RESULTAT GLOBAL
AU 31 DECEMBRE 2024**

COMPTE DE RESULTAT GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2024

	2024	2023
Concours de France Compétences	71 215 800	69 848 342
Contributions supplémentaires	-	-
Subventions de formation:	-	-
Utilisation des fonds dédiés	-	-
Reprises de provisions formation	-	-
Autres produits de formation	-	-
PRODUITS DE FORMATION	71 215 800	69 848 342
Charges au titre du financement des formations	50 503 937	40 024 842
Abondement CPF	-	10 000 000
Excédents financiers - France Compétences	6 425 510	7 898 307
Report en fonds dédiés	-	-
Autres charges de formation	-	-
CHARGES DE FORMATION	56 929 447	57 923 150
Total I: RESULTAT DE FORMATION	14 286 353	11 925 192
Produits de fonctionnement	10	2 936
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	10	2 936
Achats & charges externes	4 841 917	5 359 273
Impôts & taxes	94 788	89 282
Charges de personnel	1 006 182	1 058 461
Autres charges de gestion courante	114	185
Dotations aux amortissements & provisions	253 384	322 703
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	6 196 385	6 829 904
Total II: RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	(6 196 375)	(6 826 968)
Total III: RESULTAT D'ACTIVITE (I+II)	8 089 978	5 098 224
Produits financiers	1 666 185	1 308 923
Charges financières	-	-
Total IV: RESULTAT FINANCIER	1 666 185	1 308 923
Produits exceptionnels	478 514	21 723 464
Charges exceptionnelles	156	58 923
Total V: RESULTAT EXCEPTIONNEL	478 358	21 664 541
Impôt sur les bénéfices	273 108	62 744
RESULTAT DE L'EXERCICE (III+IV+V)	9 961 412	28 008 945

**SUIVI EFF ET CAP POUR ENGAGEMENT
PLAN DE COMPETENCES AU 31 DECEMBRE 2024**

Tableau de suivi du restant à financer par millésime		Ant/2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL
A	Montant restant à financer à l'ouverture de l'exercice N	6 374 353	7 183 728	2 834 899	21 436 408		37 829 388
B	Engagements & compléments	2 338	21 936	62 870	1 084 067	66 147 861	67 319 072
C=A+B	Total I	6 376 691	7 205 664	2 897 769	22 520 475	66 147 861	105 148 460
D	Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N	8 689	118 992	277 441	17 218 966	40 962 695	58 586 783
E	Annulations de l'exercice N	153 801	390 859	232 149	2 168 168	3 923 789	6 868 766
F=D+E	Total II	162 490	509 851	509 590	19 387 134	44 886 484	65 455 549
G = C - F	Montant restant à financer à la clôture de l'exercice N	6 214 201	6 695 813	2 388 179	3 133 341	21 261 377	39 692 911

Suivi de la charge à payer pour engagements de financement de formation par millésime		Ant/2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL
H	Charges à payer pour EFF à l'ouverture de l'exercice N	3 053 027	7 183 728	2 834 899	16 848 905	-	29 920 559
I	Engagements bruts de financement de formation de l'exercice N					66 147 861	66 147 861
J	Taux d'annulation théorique sur engagements bruts de l'exercice N					10%	
K = I x J	Annulations théoriques sur engagements bruts de l'exercice N					6 614 786	6 614 786
D	Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N	8 689	118 992	277 441	17 218 966	40 962 695	58 586 783
L	Extourne charges à payer pour EFF	3 053 027	7 183 728	2 834 899	16 848 905		29 920 559
M	Charges à payer pour EFF		45 813	388 180	2 833 340	18 570 380	21 837 713
N = H - L + M	Charges à payer pour EFF à la clôture de l'exercice N	-	45 813	388 180	2 833 340	18 570 380	21 837 713

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

L'exercice social clos le 31 décembre 2024 a une durée de 12 mois.

Le bilan fait état d'un total de 81.164.252 € et présente un résultat comptable de 9.961.412 €.

NOTE 1 : DESCRIPTIF DE L'OBJET SOCIAL, DES MISSIONS SOCIALES ET DES MOYENS DE L'ENTITE

L'association a pour objet :

- De contribuer au financement du développement de la formation des chefs d'entreprise non-salariés, non artisans, et non agricoles tels que définis par la loi du 31 décembre 1991 et, à ce titre, de veiller à ce que toutes les catégories de bénéficiaires puissent équitablement accéder aux fonds
- De gérer les fonds collectés en application de l'Accord du 3 juillet 1991 et de la loi du 31 décembre 1991
- D'organiser la mise à disposition des fonds pour les bénéficiaires de la formation et de s'assurer de leur bonne utilisation.
- d'assurer l'information des organisations et des bénéficiaires de la formation.
- De faire procéder aux études et audits nécessaires au contrôle de l'utilisation des ressources et de leur optimisation
- D'établir périodiquement les statistiques et rapports nécessaires à l'intention des signataires de l'Accord et des Pouvoirs Publics
- de prendre toutes mesures pour assurer son propres fonctionnement et de passer à cette fin toute convention qui s'avèrera nécessaire à l'accomplissement de son objet.

NOTE 2 : FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

Collecte des contributions

France Compétences répartit aux OPCO/FAF sous forme de dotation trimestrielle les montants collectés relatifs aux contributions de formation professionnelle. Dans son courrier circulaire en date du 10 février 2025, France Compétences a fixé les montants de la dotation Agefice recouvrée pour la période d'octobre à décembre 2024, soit 5.215.769 Euros. Cette somme a été comptabilisée en produits à recevoir dans les comptes clos au 31/12/2024.

Excédents de trésorerie à reverser

Conformément aux règles énoncées au point 4.9, au 31 décembre 2024, le montant des excédents de trésorerie à reverser à France Compétences s'élève à 6.417.757 Euros.



NOTE 3 : EVENEMENTS POST CLÔTURE

Aucun évènement significatif n'est survenu depuis la clôture des comptes annuels au 31/12/2024.

NOTE 4 : PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels 2024 de l'AGEFICE ont été établis conformément aux règlements ANC 2014-03 et 2018-06 ainsi qu'aux dispositions du Plan Comptable applicable aux organismes paritaires de la formation professionnelle définies par le Règlement n°2019-03 du 5 juillet 2019, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2019.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables à l'exception des points évoqués à la note 4

La méthode d'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celui des coûts historiques.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

4.1 Actif immobilisé

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition comprenant le prix d'achat et les frais accessoires ou à leur coût de production et dans le respect du règlement CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

La comptabilisation des amortissements est réalisée dans le respect des règlements CRC 2002-10 du décembre 2002 et 2003-07 du 12 décembre 2003 sur la définition des actifs amortissables et sur la notion de plan d'amortissement. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée prévisible d'utilisation réelle du bien.

Dès lors, AGEFICE a retenu les durées d'utilisation suivantes :

- de 1 à 4 ans pour les logiciels,
- de 5 à 10 ans pour les installations, agencements, aménagements,
- de 3 à 5 ans pour le matériel de bureau et matériel informatique.

4.2 Règle de rattachement des contributions à recevoir

Les sommes collectées dans le cadre de l'obligation légale constituent des produits pour le FAF à comptabiliser sur l'exercice de versement des rémunérations.

Dans le respect du plan comptable applicable, les collectes à recevoir assises sur les salaires 2024 ont été rattachées à l'exercice. Au 31 décembre 2024, elles ont été déterminées sur la base des encaissements de contributions masse salariale 2024 observés à la date du 10 février 2025.

4.3 Règles de détermination des subventions à recevoir

Les subventions allouées par des tiers financeurs sont comptabilisées en produits lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.



La partie des ressources qui n'a pu, à la clôture de l'exercice, être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est constatée au compte de passif " fonds dédiés" en contrepartie d'une charge comptabilisée dans le compte "Reports en fonds dédié".

Les sommes inscrites au passif en "Fonds dédiés" sont rapportées en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

4.4 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Dans l'hypothèse où la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute comptabilisée, une provision pour dépréciation est constatée à due concurrence.

4.5 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées selon la méthode FIFO. Une dépréciation est enregistrée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4.6 Fonds propres

Ils sont constitués :

- Du report à nouveau,
- Du résultat de l'exercice.

4.7 Provisions pour risques et charges

Elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe à la clôture de l'exercice une obligation juridique ou implicite dont il est probable ou certain qu'elle provoque une sortie de ressources au bénéfice de tiers.

4.8 Charges à payer de formation

Les Engagements de Financement de Formation (EFF) relatifs à des actions de formation sont comptabilisés en charges lors de la décision de financement de ces actions. Le montant de l'engagement tient compte des annulations probables des actions de formation.

Les engagements nets des annulations probables non décaissés à la clôture sont inscrits en charges en payer sur engagements de financement de formation.

Les annulations probables sont valorisées à partir du taux moyen d'annulation déterminé pour chaque section sur la base de l'observation des annulations passées.

Par ailleurs, il est tenu compte, dans le respect du principe de prudence, des impacts probables sur les taux des modifications de pratique induites par les procédures internes.

Ainsi, le taux d'annulation retenu au 31/12/2024 est de 10%.



4.9 Méthode de calcul des excédents

Conformément à l'article R.6332-77-1 du code du travail, les disponibilités, dont un fonds d'assurance formation de non-salariés peut disposer au 31 décembre d'une année donnée, ne peuvent excéder le tiers des charges comptabilisées au cours du dernier exercice clos (hors dotations aux amortissements et provisions autres que celles relatives à un contentieux engagé avec un organisme de formation). Ces disponibilités excédentaires sont à reverser à France Compétences avant le 30 avril de l'année suivant la clôture de l'exercice.

N'entrent pas dans le calcul du montant maximal des disponibilités, les fonds versés en année N permettant de financer des formations réalisées en N+1.

4.10 Provision pour risques et charges

La provision pour indemnité de départ en retraite

Dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraites et assimilés sont évalués selon la méthode actuarielle dite des unités de crédit projetés. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à la constatation d'une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée et probabilisée.

Ces calculs intègrent principalement :

- une hypothèse de départ volontaire à la retraite à 64 ans
- un taux d'actualisation financière de 3,2%
- un taux d'augmentation annuelle des salaires de 2%
- des hypothèses de mortalité et de taux de rotation du personnel.

Le montant de l'engagement net s'élève à 124.957 €uros à fin 2024.

NOTE 5 : INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

5.1 Actif immobilisé

Les principales acquisitions réalisées au cours de la période sont les suivantes :

- Développement des outils de lutte contre la fraude
- Migration technique des outils de gestion
- Matériel de bureau

Tableau des immobilisations

...



	Valeur brute des immobilisations début exercice	Acquisitions	Cessions ou mises au rebut	Valeur brute des immobilisations fin exercice
INCORPORELLES				
Sites internet	28 727	-	-	28 727
Logiciels	1 654 707	400 534	-	2 055 240
TOTAL 1	1 683 434	400 534	-	2 083 968
CORPORELLES				
AGENCEMENTS DIVERS	43 731	-	-	43 731
MATERIEL DE BUREAU ET INFORMA.	124 170	-	-	124 170
MOBILIER	79 391	-	-	79 391
TOTAL 2	247 292	-	-	247 292
EN COURS/AVANCES				
Incorporelles	-	-	-	-
Corporelles	31 938	127 776	31 938	127 776
TOTAL 3	31 938	127 776	31 938	127 776
FINANCIERES				
Dépôts & cautionnements	67 104	-	-	67 104
TOTAL 4	67 104	-	-	67 104
TOTAL GENERAL	2 029 768	528 310	31 938	2 526 139

Tableau des amortissements

.../...

	Valeur début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice	Valeur fin d'exercice
INCORPORELLES				
Sites internet	27 001	1 727		28 727
Logiciels	1 022 876	240 123		1 262 999
TOTAL 1	1 049 877	241 850	-	1 291 726
CORPORELLES				
AGENCEMENTS DIVERS	42 474	512		42 986
MATERIEL DE BUREAU ET INFORMA.	109 428	10 757		120 185
MOBILIER	78 784	266		79 050
	-			-
TOTAL 2	230 686	11 534	-	242 220
TOTAL GENERAL	1 280 563	253 384	-	1 533 947

5.2 État des échéances des créances

Détail des créances	Montant	Un an	Plus
Adhérents & comptes rattachés	210 967	210 967	-
France compétences	5 215 769		
Subventions à recevoir	-	-	-
Créances fiscales et sociales	29 583	29 583	-
Transferts & attributions	-	-	-
Autres créances	-	-	-
Charges constatées d'avance	159 761	159 761	-
TOTAL	5 616 080	400 311	-

5.3 Disponibilités nettes (dont CBC) et valeurs mobilières de placement

Détail disponibilités nettes & placements	2024	2023	Variation
Placements	10 816 556	10 391 964	424 592
Disponibilités	62 590 758	63 758 876	(1 168 119)
Caisse	35	35	-
TOTAL	73 407 349	74 150 876	(743 527)

5.4 Comptes de régularisation actif

Produits à recevoir	2024	2023
Contribution à recevoir	5 215 769	4 721 372
Intérêts sur placements	1 148 631	868 074
Social	-	9 052
Fiscal	28 234	15 412
TOTAL	6 392 634	5 613 910

Charges constatées d'avance	2024	2023
Achats & charges externes	159 761	54 799
TOTAL	159 761	54 799

5.5 Fonds propres

	TOTAL
Report à nouveau début	13 210 671
Affectation RAN ouverture	-
Impact changement méthode	-
Résultat comptable 2023	28 008 945
Report à nouveau fin	41 219 616
Résultat 2024	9 961 412
Fonds propres au 31/12/2024	51 181 028

5.6 Provisions pour risques et charges

	Montant au début de l'exercice	Dotations	hangt méthoc	Reprises	Montant à la fin de l'exercice
TAXE D'APPRENTISSAGE					
- Reversement des sommes collectées au titre de l'apprentissage					
- Provision sur fonds dédiés					
TOTAL 1	0	0	0	0	0
POUR FONDS DEDIES					
- Sur FCT Subv°					
- Sur PDC Subv°					
- Sur Conv. Subv°					
- Sur PDC Subv°					
- Sur ALT Subv°					
- Sur Vol. Subv°					
TOTAL 2	0	0	0	0	0
POUR CHARGE EFF AGEFOS ARRIVEES TARDIVEMENT					
- Plan 11 à 49					-
- CPF					-
- Volontaire					-
- Alternance					-
TOTAL 3	0	0	0	0	0
DE FONCTIONNEMENT					
- Litiges	0			0	-
- Engagrt retraite					-
- Autres					-
TOTAL 4	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	0	0	0	0	0

5.7 État des échéances des dettes

Échéance des dettes	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an cinq an au plus
Adhérents & comptes rattachés	-	-	-
Dettes fournisseurs	1 180 423	1 180 423	-
France compétences	6 425 510	6 425 510	-
Charges à payer pour engagements de financement de formation	21 837 713	21 837 713	-
Dettes fiscales & sociales	478 345	478 345	-
Autres dettes	61 234	61 234	-
Subventions non encore utilisées	-	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-
TOTAL	29 983 224	29 983 224	-

5.8 Comptes de régularisation passif

Charges à payer de formation	2024	2023
CAP Formation	21 837 713	29 920 559
CAP PTA	926 342	468 038
Total CAP Formation	22 764 055	30 388 597

Charges à payer de fonctionnement	2024	2023
<u>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</u>		
Achats et charges externes	23 265	111 819
	23 265	111 819
<u>Dettes fiscales</u>		
Impôt sur les intérêts perçus	276 060	108 756
Autres dettes fiscales à payer	-	-
	276 060	108 756
<u>Dettes sociales</u>		
- Dettes prov. congés payés, RTT, CET & autres	86 079	68 994
- Charges soc. congés payés, RTT, CET & autres	52 130	41 984
	138 209	110 978
<u>Autres dettes</u>		
	-	-
TOTAL	437 534	331 553

NOTE 6 : INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

6.1 Le résultat de formation

Les produits de formation sont constitués intégralement par les contributions des entreprises, soit 71.216K€.

Les charges de formation sont principalement constituées par :

- les charges au titre du financement des formations, à hauteur de 88,7%,
- complément excédents financiers 2022 et excédents 2023, à hauteur de 11,3%.

Les produits et les charges enregistrés en 2024 conduisent à un résultat de formation positif de 14.286.353 €.

6.2 Le résultat de fonctionnement

On notera qu'au 31/12/24, le résultat de fonctionnement s'élève à - 6.196.375 €.

6.3 Le résultat financier

Le résultat financier est constitué par :

- Intérêts sur placements financiers (nets d'impôts) : 1.666.185 €

6.4 Le résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel 2024 est excédentaire à hauteur de 478 K€.

Ce résultat est marqué par des annulations de chèques anciens à hauteur de 441K€.

NOTE 7 : AUTRES INFORMATIONS

7.1 Effectifs

L'effectif de l'Agefice au 31 décembre 2024 est de 17 salariés.

7.2 Rémunération des cadres dirigeants

Conformément à la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, aucune rémunération et avantages en nature n'ont été versés sur 2024 aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés que sont les Président, Vice-Président et trésorier.

7.3 Engagements hors bilan

Engagements donnés: Néant

Engagements reçus: Néant

7.4 Honoraires du commissaire aux comptes

Honoraires de certification des comptes : 30.933 € HT

7.5 Plafonnement des frais de gestion

Conformément à l'arrêté du 20 septembre 2011 relatif au plafonnement des frais de gestion et d'information, d'études et de recherches des fonds d'assurance formation de non-salariés pris en application de l'article R. 6332-64 du code du travail, ces frais de gestion s'apprécient par conséquent en fonction des catégories suivantes :

- les dépenses d'études et de recherches,
- les dépenses de gestion du fonds d'assurance formation,
- les dépenses d'information et de conseils.



Les règles de plafonnement des frais de gestion en fonction des catégories recensées ci-dessus sont présentées dans le tableau synthétique suivant :

Type dépense	Limite
Dépenses d'études et de recherches	4% de la collecte comptabilisée au cours de l'exercice
Dépenses d'information et de conseil	5,7% de la collecte comptabilisée au cours de l'exercice
Dépenses de gestion du fonds d'assurance formation	4% du montant des décaissements de l'exercice. Les décaissements s'entendent des charges de l'exercice comptabilisées au compte 6561 (plan de formation), compte non tenu des dépenses d'information et de conseil mentionnées à l'article 2 du l'arrêté du 20 septembre 2011.

L'évolution du plafonnement des frais de gestion autorisés et leur comparatif avec le réalisé s'établit comme indiqué ci-dessous :

.../...

Dépenses d'études et de recherches	
Collecte comptabilisée	71 215 800
Taux	4%
Plafonnement 1	2 848 632
Frais de gestion études et recherches comptabilisés	619 253
Différentiel 1	2 229 379

Dépenses d'information et de conseil	
Collecte comptabilisée	71 215 800
Taux	5,70%
Plafonnement 2	4 059 301
Frais de gestion information et conseil comptabilisés	3 646 899
Différentiel 2	412 402

Dépenses de gestion du fonds d'assurance formation	
Dépenses de formation	50 503 937
Taux	4%
Plafonnement 3	2 020 157
Frais de gestion comptabilisés	1 930 234
Différentiel 3	89 923

Total plafonnement (1+2+3)	8 928 090
Total frais de gestion 2024	6 196 375
Différentiel	2 731 715



ASSOCIATION DE GESTION DU FINANCEMENT DE LA FORMATION DES CHEFS D'ENTREPRISE
« AGEFICE »
Association Loi 1901
Siège social : 16 AVENUE DE FRIEDLAND
75008 PARIS

..*.*.*

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION
DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2024

Aux administrateurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées visées à l'article R.612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice et dont nous avons été avisés en application de l'article R.612-7 dudit code.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.



Convention soumise à l'approbation du Conseil d'Administration

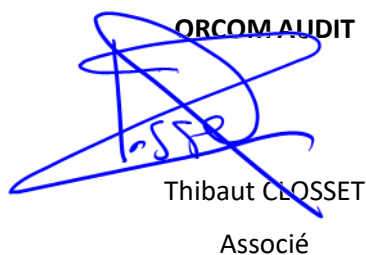
En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivante, déjà approuvées par le Conseil d'Administration au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

- **Administrateurs concernés : Collège des administrateurs**

Nature et montant : Le montant des remboursements de frais opérés auprès des administrateurs de l'AGEFICE au cours de l'exercice 2024 s'élève à 5 773.41 euros.

Fait à ORLEANS, le 19 juin 2025

Le Commissaire aux comptes


Thibaut CLOSSET
Associé

ASSOCIATION DE GESTION DU FINANCEMENT DE LA FORMATION DES CHEFS D'ENTREPRISE**« AGEFICE »****Association Loi 1901****Siège social : 16 AVENUE DE FRIEDLAND****75008 PARIS*****.*.*.*.*****RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES****SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES****REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION****DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2024**

Aux administrateurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées visées à l'article R 6332-12 du Code du Travail visant le cumul de mandat d'administrateur au sein d'un opérateur de compétences et de salarié ou d'administrateur dans un organisme de formation prestataire mentionné à l'article L. 6351-1, un établissement de crédit ou une société de financement.

- En application de l'article L-6332-2-1 du Code du Travail, nous avons été informé d'aucun cumuls de fonction d'administrateurs dans un organisme de formation prestataire ou un établissement de crédit au cours de l'exercice écoulé.

Fait à ORLEANS, le 19 juin 2025

Le Commissaire aux comptes

ORCOM AUDIT

Thibaut CLOSSET

Associé

